

Les inquiétudes des Belges face au djihadisme

Le combat sécuritaire a renforcé Charles Michel

Analyse Frédéric Chardon

Fallait-il vraiment faire étalage d'un tel déploiement de forces de sécurité à Bruxelles lors de l'alerte antiterroriste de niveau 4 ? Le Premier ministre Charles Michel n'a-t-il pas surréagi, quitte à provoquer de la paranoïa et à pousser les gens à voir des djihadistes à chaque coin de rue ? La cacophonie qui a suivi (la fermeture puis la réouverture chaotique des écoles, entre autres) est-elle à mettre sur le dos du gouvernement fédéral ?

Ce n'est pas l'avis de la population belge. Selon le nouveau sondage politique "La Libre"/RTBF/Dedicated, 45 % des personnes interrogées estiment que le chef du gouvernement fédéral a bien géré, voire a très bien géré, la situation de crise antiterroriste. Seuls 15 % sont plus sceptiques.

Comme souvent lorsqu'on parle de Charles Michel, l'enthousiasme des sondés est un peu plus fort en Flandre que du côté francophone. 52 % des Flamands sont en effet contents ou très contents des récentes décisions sécuritaires incarnées par le Premier ministre.

Les "faucons" MR et N-VA

Charles Michel sort donc grandi de cette épreuve : l'homme d'Etat perce sous la couche moins glorieuse du francophone satellisé au "16" parce

que le CD&V ne voulait pas du poste suprême. Il faut dire que Charles Michel (et le MR) est très à l'aise dans le registre antiterroriste. Depuis les premières attaques djihadistes à Paris, le massacre de la rédaction de "Charlie Hebdo" et les attentats déjoués à Verviers début 2015, la majorité "suedoise" s'en donne à cœur joie. En quelques mois, c'est 30 mesures antiterroristes (12+18) qui ont été adoptées par Charles Michel et son équipe. Les démocrates-chrétiens – qui préfèrent la prévention à la répression – avaient bien eu quelques scrupules, à l'époque, mais la pression sécuritaire est telle que, désormais, même le vice-Premier ministre CD&V Kris Peeters se tait et laisse agir les "faucons" du gouvernement : le MR et le N-VA, alliés objectifs en matière de sécurité. Les libéraux francophones et les nationalistes flamands sont même parfois un peu trop d'accord sur la question : à quelques reprises, certains à la N-VA ont grincé

discrètement des dents lorsqu'ils ont constaté l'empressement du Premier ministre à incarner la lutte contre les terroristes.

Les libéraux restent des libéraux

Si le MR et Charles Michel sont partisans d'une politique sans concession avec les djihadistes, les libéraux restent des libéraux : on peut jouer dans le registre policier mais, à la fin, ce sont les libertés fondamentales, le respect des droits

de l'homme et l'esprit démocratique qui doivent l'emporter. C'était d'ailleurs exactement le contenu du discours de Charles Michel devant la Chambre, le 19 novembre, quelques jours après les tueries parisiennes. Il avait opposé l'héritage des Lumières au djihad violent.

Cette approche pondérée de Charles Michel a rassuré les citoyens inquiets d'une dérive sécuritaire sur le modèle de la France, où le président François Hollande a pris des accents churhilliens pour décréter l'état d'urgence.

52%

DES FLAMANDS

En Flandre, la majorité des sondés accordent un satisfecit à Charles Michel.

• Selon le nouveau sondage de "La Libre", la bonne gestion de la récente crise antiterroriste par le Premier ministre Charles Michel est reconnue par les Belges.

• Près de deux Belges sur trois se disent très ou assez inquiets face à la menace terroriste.

La menace terroriste effraie surtout les Wallons

Soixante-trois pour cent des Belges sont très ou assez inquiets face à la menace terroriste; 31 % le sont peu ou assez peu. Parmi les "très inquiets", les Bruxellois (32 %) et les Wallons (31 %) sont beaucoup plus nombreux que les Flamands (21 %).

Dans le nord du pays, l'inquiétude est très prégnante au sein des électeurs du Vlaams Belang (68 %) mais l'est beaucoup moins chez ceux de Groen (13 %). A Bruxelles, au contraire, les "très inquiets" sont surtout les écologistes (41 %) et les socialistes (38 %) contre respectivement 25 et 22 % seulement chez Défi et au CDH. En Wallonie, la peur tenaille surtout les électeurs du PS (36 %) mais ne semble pas écraser ceux du PTB (18 %).

Que redoutent les citoyens ? Essentiellement des attentats comme ceux du 13 novembre (57 %, mais 63 % de Wallons). Viennent ensuite les agressions dans des lieux fréquentés par leurs enfants, les transports internationaux ou les lieux qu'ils fréquentent eux-mêmes (36, 36 et 35 %). Mais 43 % des Bruxellois et 40 % des Wallons (contre 30 % seulement des Flamands) craignent aussi l'impact de la menace sur leur vie de tous les jours.

Si 23 % (mais 17 % seulement en Wallonie) ne ressentent pas de menace terroriste en Belgique, 27 % (30 à Bruxelles) la ressentent depuis le 13 novembre et 10 % (14 en Wallonie) depuis le 11 septembre 2011. L'attentat contre le musée juif n'est une date "charnière" que pour les Bruxellois (12 %).

Plus de la moitié des Belges (51 %) n'ont adopté aucun comportement particulier face à la menace mais 22 % (16 à Bruxelles et 26 en Wallonie) n'iront pas en vacances dans un pays sensible et 16 % éviteront les quartiers à

forte concentration de population immigrée; 17 % des Wallons (contre 12 % en moyenne) sont désormais plus méfiants à l'égard d'autrui.

Le laxisme des autorités pointé du doigt

Quelles sont les causes du phénomène de radicalisation ? Pour 43% des sondés, c'est le laxisme des autorités et pour 39%, la "ghettoisation" de certains quartiers. Viennent loin derrière l'attitude trop tolérante de la Belgique envers les minorités (32% en Wallonie quand même) et l'exclusion économique (20%).

Quatre sondés sur dix pensent que la menace terroriste sera la même dans un an qu'aujourd'hui. C'est deux fois plus que ceux qui croient qu'elle se sera un peu ou fortement intensifiée, les

plus pessimistes étant les Wallons et les électeurs du Vlaams Belang en Flandre (44 %) et de Défi à Bruxelles (23 %).

On lira avec fruit l'accueil que les Belges réservent aux mesures envisagées par le gouvernement pour prévenir la menace terroriste (voir infographie). 45% les jugent assez ou très satisfaisantes et 44% sont d'un avis plus mitigé. Pour 38% des sondés, elles ont permis d'éviter des attentats imminents, pour 32 %, elles ont été adoptées rapidement, pour 31%, on a assisté à une union nationale et pour 30%, elles ont permis d'intercepter des individus dangereux.

Mais 37% estiment que ces actions auraient pu être prises avant, 33 % (37 % de Bruxellois et... 44 % de Wallons) jugent que des indices existants n'ont pas été correctement exploités et 24 % (30 % de Bruxellois) croient que les mesures décrétées vont faire mal à l'économie.

J.-C.M.

63%

INQUIÉTUDE

Près de deux Belges sur trois se disent très ou assez inquiets face à la menace terroriste.

Les Belges face à la menace terroriste

CE QUE REDOUTENT LES BELGES FACE À LA MENACE TERRORISTE

	TOTAL	BRUXELLES	WALLONIE	FLANDRE
Des attentats comme ceux du vendredi 13 novembre à Paris	57	59	63	54
Des agressions sur les lieux où se rendent/rendraient votre/vos enfant(s)	36	31	40	34
Des agressions dans les transports internationaux que vous pourriez utiliser	36	39	39	33
Des agressions sur les lieux où vous vous rendez personnellement	35	36	38	34
Des impacts sur « la vie de tous les jours » / sur la « simplicité de vivre »	35	43	40	30
Que la « peur de l'étranger » se renforce	31	34	33	30
Que les amalgames entre population musulmane et milieux radicalisés se renforcent	30	37	32	27
D'être ennuyé(e) tout le temps par les médias qui entretiennent « la psychose »	28	31	33	25
Des agressions dans un/des pays où vous pourriez aller passer vos vacances	27	27	29	26
Que les partis populistes et/ou d'extrême droite se renforcent politiquement	25	32	29	22
Que la lutte contre le terrorisme « monopolise » les débats politiques, au détriment d'autres thèmes aussi importants sinon davantage importants	23	25	28	20
Que petit à petit, les messages que veulent développer les radicaux se diffusent / se banalisent dans l'opinion publique	23	27	25	21
Que tout le monde se replie sur soi, au détriment de la vie en société	21	31	27	16
Que les personnes d'origine allochtone soient stigmatisées par les événements	21	25	18	22
Que les politiques en profitent pour adopter des mesures sécuritaires (davantage de « bleu » dans les rues, davantage de contrôles, des atteintes à la vie privée...)	15	22	17	13
Simplement, que vos enfants voient/ressentent trop fort les forces de l'ordre (militaires dans les rues, policiers « robocops », chars dans les rues...)	7	9	8	6
Autres	1	1	1	1
Sans opinion	5	7	4	5
Rien	14	16	11	15

43%

LE LAXISME DES AUTORITÉS EN CAUSE

Quelles sont les causes du phénomène de radicalisation ? Pour 43% des sondés, c'est le laxisme des autorités et pour 39%, la "ghettoïsation" de certains quartiers. Viennent loin derrière l'attitude trop tolérante de la Belgique envers les minorités (32% en Wallonie quand même) et l'exclusion économique (20%).

Le sondage

Fiche technique

Institut de sondage : Dedicated.

Période : ce sondage a été effectué par Internet du jeudi 3 au lundi 7 décembre 2015.

Echantillon : ce sondage a été effectué sur un échantillon strictement représentatif de 2 811 électeurs belges. Les enquêtes ont été réalisées dans chacune des trois Régions de Belgique : 990 en Flandre, 911 à Bruxelles et 910 en Wallonie.

Marge d'erreur maximale : elle est de 3,2% sur les échantillons de Wallonie, de Bruxelles et de Flandre et de 1,8% sur l'échantillon total.

APPROBATIONS DES MESURES PRISES OU ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT POUR PRÉVENIR LA MENACE TERRORISTE

Dans la liste des mesures déjà prises ou envisagées qui suit, lesquelles approuvez-vous ?



ÉVALUATIONS GLOBALES DE LA GESTION DE LA MENACE TERRORISTE PAR CHARLES MICHEL

Depuis le début de la menace terroriste « imminente » (attentats du 13 novembre à Paris et la crainte d'attentats similaires en Belgique), estimez-vous que globalement, Charles Michel à... ?

